



Les analyses du Centre Jean Gol



COMMENT
LUTTER CONTRE
LE POPULISME
HAINEUX ?



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Une analyse réalisée par
CORENTIN DE SALLE

Daniel Bacquelaine, Administrateur délégué du CJG
Axel Miller, Directeur du CJG
Corentin de Salle, Directeur scientifique du CJG

Septembre 2020

Avenue de la Toison d'Or 84-86
1060 Bruxelles
Tél. : 02.500.50.40
cjb@cjb.be
www.cjb.be

*COMMENT LUTTER CONTRE
LE POPULISME HAINEUX ?*

Aujourd'hui, nous vivons indéniablement dans une société moins raciste, moins machiste, moins traditionnaliste, moins sexiste et beaucoup plus tolérante que celle des années 70. Le racisme, l'antisémitisme, le harcèlement sexuel, l'incitation à la haine et l'homophobie sont aujourd'hui des délits pénalement sanctionnés. Les institutions démocratiques, les établissements scolaires, les médias, le monde associatif, etc. permettent de lutter plus efficacement contre les paroles et comportements racistes et cela dès le plus jeune âge. Des catégories de personnes autrefois maltraitées jouissent aujourd'hui de législations spécifiques qui les protègent : femmes, enfants, minorités, homosexuels, etc. La maltraitance animale, elle aussi, a décliné et est maintenant moralement condamnée un peu partout dans les sociétés occidentales.

Globalement, nous vivons dans une société beaucoup moins violente que la société des années 70.¹ Malheureusement, ce qui précède appelle deux réserves importantes.

D'une part, la stigmatisation, les discours haineux, le lynchage verbal, la mise à mort symbolique et le bannissement n'ont pas disparus. Ils ont en réalité trouvé de nouveaux terrains d'élection et de nouveaux véhicules, notamment sur internet et via les réseaux sociaux. La violence y est devenue quotidienne, les mouvements de meute y sont légion et les scandales, réels ou prétendus, servent chaque semaine à alimenter des indignations factices ou instrumentalisées. Notons que de vrais lynchages étaient encore pratiqués aux Etats-Unis jusque dans les années 1960.² En outre, les réseaux sociaux sont devenus les vecteurs privilégiés des fake news qui désinforment et propagent les théories les plus délirantes.

D'autre part, on sait tous que, malheureusement, le nationalisme se porte très bien en Belgique aujourd'hui. A un point tel que les deux partis ayant obtenu le plus de voix dans notre pays aux dernières élections sont des partis nationalistes. Et plusieurs clips vidéo de ces deux partis lors de la dernière campagne nous ont rappelé que la stigmatisation haineuse de francophones est une pratique qui fait recette dans le Nord du pays.

Ces deux phénomènes s'inscrivent dans un phénomène encore plus vaste. En effet, l'incitation à la haine n'est pas l'apanage du racisme et du nationalisme. Elle est aussi commune au fanatisme, au fondamentalisme et au terrorisme. Elle a, fondamentalement, pour matrice le populisme. Or, à moins d'être aveugle, personne ne peut nier que le populisme est extrêmement vivace de nos jours et s'est même fortement amplifié ces dix dernières années dans nos sociétés occidentales.

D'emblée, il nous faut préciser ce que l'on entend par populisme. Ce terme est à ce point galvaudé aujourd'hui qu'il ne signifie plus grand-chose. On le confond avec la démagogie, le poujadisme, la simplification outrancière ou le simple racolage électoral.

A ce compte-là, tous les partis démocratiques en Belgique sont des partis populistes. Et on ne compte plus les déclarations de personnalités dans tous les partis démocratiques accusant et déplorant chez tel ou tel autre parti démocratique rival telle ou telle « dérive », tel ou tel « accent » ou tels ou tels « relents », etc. « populistes ».

En gros, à en croire cette surenchère accusatrice, le populiste, c'est toujours l'autre.

¹ Pour analyse concise, détaillée, documentée et chiffrée de ce phénomène civilisationnel, confier S. Pinker, *The better angel of our nature. Why violence has declined*, Penguin Books, 2011 (en particulier les pages 378 à 481).

² Environ 150 atrocité lynchages annuels de personnes noires par le Ku Klux Kan en 1880 et quelques unités par an jusqu'en 1950-1960 confier S. Pinker, *The better angel of our nature. Why violence has declined*, Penguin Books, 2011, p.384



Pour la gauche, la droite stigmatiserait les chômeurs et les étrangers et « ferait le jeu » du populisme. Pour la droite, la gauche, en dénonçant la prétendue domination d'une classe sociale sur une autre, en cultivant la jalousie, en entretenant des peurs imaginaires (le démantèlement de la sécu, le creusement des inégalités, l'appauvrissement des travailleurs, etc.) « entretient, amplifie et sert » le populisme.

Mais ces accusations, certes déplorables, sont avant tout l'expression d'une démagogie à laquelle il arrive, tant à la droite qu'à la gauche, de succomber, particulièrement en période électorale. En ce sens, elle est aussi vieille que la démocratie.

Le populisme, c'est autre chose. Ce n'est pas le lieu ici de définir et disserter sur ce phénomène à propos duquel des rayonnages entiers de bibliothèques sont consacrés. Notons néanmoins que le populisme se caractérise notamment par un discours anti-système très marqué, une haine des élites (toujours « déconnectées »), une dénonciation des prétendus « profiteurs » (au choix : immigrés, chômeurs, banquiers, Francophones, apatrides de la mondialisation, etc.), un rejet radical de l'international (au choix : du libre-échange, de l'Europe, de l'Union Européenne, de l'Euro, des traités internationaux, des Etats-Unis, etc.), un mystique du « peuple » (présentée comme une entité collective et monolithique dont les populistes prétendent connaître parfaitement les aspirations unanimes) et, plus fondamentalement, une hostilité - souvent - inavouée de la démocratie et des institutions représentatives. En Belgique, il s'agit grosso modo du programme tant de l'extrême-droite (Vlaams Belang) que de l'extrême-gauche (PTB), soit les deux partis qui ont le plus progressé à la faveur des crises (politique, économique et sanitaire) ces dernières années. Les populistes sont avant tout les « rentiers de la misère », pour reprendre l'expression de Georges-Louis Bouchez.

L'histoire nous enseigne que le populisme, quand il se développe au-delà d'un certain point, engendre invariablement la violence et la misère. Comment s'en prémunir ? Comment lutter contre sa propagation ? Impossible ici de répondre à des questions aussi importantes nécessitant le concours de quantité de démocrates lucides et compétents. Suggérons néanmoins trois pistes.

Premièrement, il faut réprimer sévèrement et légalement l'incitation à la haine. Des législations existent. Elles doivent être appliquées scrupuleusement. Tant dans la sphère publique que sur les réseaux sociaux. Mais les thèses et théories populistes qui n'appellent pas ouvertement à la haine ne peuvent être interdits. Pas plus que les partis qui se réclament de ces thèses et théories car il en va de la liberté d'expression qui est elle-même indispensable au fonctionnement de nos démocraties. Interdire ces derniers serait d'ailleurs la meilleure manière de favoriser leur propagation.

Deuxièmement, notons que le plus précieux antidote au populisme est le libéralisme. En effet, un parti authentiquement libéral (c'est évidemment un idéal) est mieux prémuni contre cette tentation pour au moins trois raisons : d'une part, il n'a pas peur d'adopter des mesures impopulaires (réductions des dépenses publiques, refus de céder aux groupes organisés, aux lobbys, etc.). D'autre part, promouvant la responsabilité individuelle, il dira à chaque individu qu'en cas d'échec, la personne à blâmer, ce n'est pas autrui (les riches, les banquiers, l'UE, la mondialisation, etc.) mais lui-même. Enfin, à rebours des systèmes collectivistes qui aident et consolent leurs membres, il défend une morale universelle : attaché à l'application impartiale des règles générales et abstraites, il ne veut favoriser aucun groupe au détriment des autres, ce qui passe erronément pour de l'indifférence voire de l'insensibilité. Le populiste exalte le groupe, l'esprit national et le repli sur soi. A contrario, le libéral exalte l'individu libre, la mondialisation, le libre-échange et le cosmopolitisme. Mais, c'est évidemment moins porteur électoralement, moins compréhensible et

moins convaincant que le fait de victimiser, de désigner des boucs-émissaires, de stigmatiser l'establishment, de décrier les institutions, d'alimenter le ressentiment, d'enflammer les passions haineuses et d'instrumentaliser la colère. Conçus pour jeter l'effroi dans les cœurs et la suspicion dans les esprits, ces procédés méprisables pavent la route aux régimes autoritaires. Prôner une société ouverte, tolérante où tous les hommes sont égaux et où le proche est placé sur le même pied que le lointain, en bref défendre la morale universelle est une entreprise ardue. C'est une tâche ingrate. C'est le fardeau des libéraux.

Troisièmement, il faut traiter le mal à la racine. Il serait évidemment ridicule de nier que la malgouvernance n'est pour rien dans l'intensification du populisme ces dernières années en Belgique. Mais l'exaspération de la population ne date pas des révélations Publifin et consorts et il est faux de présenter ces dernières comme en étant la cause première. En réalité, c'est depuis bien plus longtemps qu'on assiste à une inquiétante progression de la fièvre populiste. On aurait tort d'en sous-estimer l'importance et on se tromperait si, comme on a coutume de le faire, on y voyait l'expression d'une population marginalisée succombant aux sirènes des discours extrémistes.

Le populisme prolifère sur des fractures qui se sont exacerbées ces dernières décennies. Pour le philosophe français Yves Michaud, le populisme traduit plutôt la plainte grandissante de victimes de fractures dans la société. Il en dénombre six.³

- Premièrement, **la fracture générationnelle** (de nature économique, culturelle, technologique, etc.) entre les jeunes et les personnes âgées (voire très âgées) : les anciennes générations défendent leurs acquis sociaux alors que certains parmi les plus jeunes - jugeant que, par exemple, le système des retraites est destiné à exploser - voudraient renverser la table.

- Deuxièmement, **la fracture existant entre population de souche et population d'origine immigrée**. Il existe évidemment, heureusement, une population d'origine immigrée qui s'est bien intégrée. Mais une autre partie qui est, malheureusement, peu intégrée, est victime de ségrégation raciste et peut être tentée par le repli communautariste, par le salafisme, etc. Quant à la population de souche, elle peut éprouver de la peur (du terrorisme, du déclassement, etc.) et être tentée par le repli identitaire, intégriste et raciste, etc.
- Troisièmement, **la fracture entre riches et pauvres** (ou, plus concrètement, entre ceux qui s'en sortent et ceux qui éprouvent des difficultés matérielles). La fracture, nous dit Michaud, se traduit par l'assistanat économique, le confinement dans les cités, l'abrutissement par les chaînes télévisées, le manque d'autonomie, etc., terreau fertile pour la démagogie.
- Quatrièmement, **la fracture entre les diplômés et ceux qui ne le sont pas**. C'est la fracture « cognitive ». Il y a ceux qui se sont socialisés quasiment en dehors de toute éducation scolaire : par le quartier, les bandes, les réseaux d'amis, les informations et rumeurs circulant sur le net. Il y a aussi ceux qui, faute de stratégie, ont suivi des diplômes qui ne mènent pas à l'emploi, qui sont attentistes et qui en sont frustrés. Il y a ceux, enfin, qui ont suivi des formations techniques spécialisées ou des filières d'initiés et élitistes qui permettent l'accès à des emplois rémunérés.

3 Y. Michaud, *Contre la bienveillance*, Stock, 2016, pp.66-76

- Cinquièmement, la **fracture entre ceux à l'abri de l'insécurité** (c'est-à-dire la violence, la délinquance, etc.) et **ceux qui y sont exposés tous les jours**. Ceux qui vivent dans des quartiers résidentiels et ceux qui vivent à la campagne ne sont généralement pas exposés à la violence et au risque. D'autres vivent dans des cités et quartiers à risque ou exercent un métier (travailleur de nuit, pompier, urgentiste, infirmier, enseignant, agent de sécurité, contrôleur, banlieusard fréquentant les transports en commun, etc.) qui les place dans une situation risquée. Cette violence réelle (et non fantasmée) rend ces derniers réceptifs aux discours populistes qui vendent des solutions simplistes.
- Enfin, sixièmement, la **fracture entre ceux qui ont un statut protégé** (fonctionnaires, secteurs public et parapublic, etc.) et **ceux qui sont exposés à la précarité** (indépendants, salariés du secteur privé, y compris les CDI). Les premiers échappent pour l'essentiel aux sanctions et contrôles. Ils sont, grosso modo, immunisés contre le risque professionnel. Les seconds, exposés aux cadences, aux pressions et aux burn-out, peuvent tout perdre d'un coup une fois en faillite ou licenciés. Certains sont même plus exposés que d'autres : intérimaires, stagiaires, vacataires, saisonniers, intellectuels précaires, intermittents, artistes, etc.

Plus fondamentalement, pour un nombre grandissant de gens, le principal carburant du populisme est précisément le sentiment - tantôt fondé, tantôt pas - qu'ils sont victimes d'une injustice et que leur situation est bloquée. Tout le monde aspire à une société juste. Le spectacle de l'injustice attise la colère et fait exploser la cohésion. Elle crédibilise les forces populistes qui appellent à renverser les tables en assassinant au passage nos droits et libertés. Réduire les fractures sociales est une urgence pour la démocratie.

La notion de fracture diffère radicalement du prétendu clivage entre « classes sociales » cher à Marx et à ses épigones (opposant de manière binaire, d'une part, les « opprimés » ou les « exclus » et, d'autre part, les oppresseurs, les dominants, les « privilégiés », etc.). Pourquoi ? Car ce ne sont pas les mêmes personnes qui se retrouvent systématiquement du bon (ou du mauvais) côté de chaque fracture. En effet, on peut être à la fois âgé et pauvre. On peut être diplômé tout en étant exposé quotidiennement à des situations d'insécurité dans les déplacements ou sur les lieux de travail comme c'est le cas de certains médecins urgentistes ou de certains enseignants. On peut bénéficier d'un statut protégé et disposer de revenus plutôt faibles. Inversement, on peut avoir des revenus élevés tout en étant fortement exposé à la précarité en cas de revers, d'accident ou de licenciement. Etc. La crise a renforcé ces fractures et les forces populistes en font leur miel, jusque dans les rangs du Parlement, afin d'intensifier les antagonismes.

En soi, la diversité des situations est une richesse pour la société et il appartient à chacun de choisir et d'assumer son mode de vie. Certains sont prêts à entreprendre des projets comportant des risques ; d'autres préfèrent la sécurité. Certains désirent se former à travers de longues études ; d'autres préfèrent se lancer directement. Certains préfèrent les charmes trépidants de la ville ; d'autres la sérénité des banlieues. Etc.

Ces choix doivent être respectés mais ce qui n'est pas acceptable, ce sont les gouffres qui se sont creusés entre certaines catégories de gens, généralement en raison de politiques publiques malavisées ou qui ont échoué. L'injustice tient en cela que certains n'ont pas reçu l'enseignement auquel ils avaient droit, que d'autres subissent l'insécurité, que d'autres sont confrontés au racisme, que d'autres encore voient leur rémunération ponctionnée de manière disproportionnée relativement aux risques encourus ou au travail presté, etc.





La réponse adéquate n'est pas - comme le pensent certains - de niveler les revenus et d'uniformiser les modes de vie par des politiques égalisatrices qui, d'ailleurs, échouent et engendrent quantité d'effets pervers. La réponse consiste au contraire à mettre fin à ces injustices tout en préservant la diversité des modes d'existence. Et cela de façon à ce que les avantages et les inconvénients consécutifs aux choix de vie soient équitablement répartis et que, à tout moment, il soit possible de poser de nouveaux choix de vie. Comment ? En favorisant la mobilité, la flexibilité, la fluidité, le recyclage et en faisant en sorte que les choix ne soient pas irréversibles. « Réduire » les fractures doit s'entendre au sens médical, c'est-à-dire « ressouder », « remettre en place », c'est-à-dire combler les gouffres, construire des ponts et abattre des cloisons.

Comment lutter contre le populisme ? En réduisant les fractures. Comment ? Par la politique. Au sens noble, pluraliste et démocratique. Il n'y a pas de réponses simples au populisme et au discours haineux. Il n'y a pas et il n'y aura jamais de triomphe définitif sur le populisme qui accompagnera inmanquablement la vie démocratique.

Le récit de Saint-Georges terrassant le dragon symbolise le combat contre le mal. Mais ce récit édifiant qui fait sourire aujourd'hui les Modernes que nous sommes n'est pas aussi manichéen qu'on pourrait le croire à première vue. Le dragon est terrassé mais n'est jamais anéanti. Il va panser ses plaies dans les douves du château. Et si le dragon revient à un moment donné, c'est de la faute de tous les villageois qui l'ont alimenté et des responsables qui ont manqué de vigilance. Le prix de la liberté, écrivait le président Jefferson, c'est la vigilance éternelle.

*Avenue de la Toison d'Or 84-86
1060 Bruxelles*

*02.500.50.40
info@cjg.be*

www.cjg.be



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES